

• (1735)

[Français]

Mme Maheu: Monsieur le Président, parce que le ministre n'a pas réussi à avoir une entente avec les provinces, les petites entreprises devront faire face à de complexes problèmes administratifs dus au fait que le Canada deviendrait le seul pays au monde ayant deux taxes sur les biens et services. Comment le ministre peut-il affirmer avoir préparé un système de taxation simple alors que la petite entreprise sera confrontée à des taux multiples, des exemptions multiples, des systèmes différents de vérification et des structures différentes de pénalisation?

[Traduction]

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, mon premier choix a toujours été une taxe de vente nationale, une taxe conjointe avec les provinces. Je comprends que les petites entreprises aient besoin d'un régime de taxe unique et en veuillent un. Ce n'est malheureusement pas possible en ce moment. Peut-être qu'un jour nous l'aurons, mais il faut maintenant procéder en deux étapes.

Toutefois, pour éliminer ou atténuer les problèmes complexes d'application de deux régimes, nous avons des discussions approfondies avec les provinces. Ce sont des discussions bilatérales avec chacune des provinces. Nous avons eu une réunion avec les représentants de toutes les provinces il y a une semaine et demie et nous en aurons une autre, je crois, dans le courant de la semaine prochaine.

Notre objectif est d'essayer d'harmoniser les régimes et de chercher comment nous pouvons ensemble atténuer les problèmes qui surgissent et, dans certains cas, les éliminer comme nous l'espérons. Nous ne pouvons faire plus en ce moment. Parce que nous sommes très sensibles à la position qu'expose la députée, nous abordons ces pourparlers avec beaucoup d'optimisme.

[Français]

Mme Maheu: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Pourquoi le ministre ne s'engage-t-il pas aujourd'hui à respecter sa promesse d'une taxe simple et à retirer la TPS afin de commencer à parler sérieusement aux provinces d'une réforme fiscale réelle?

[Traduction]

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, il est indispensable, selon moi, de poursuivre la réforme de la taxe de vente. Comme je l'ai fait observer à la Chambre à plusieurs occasions, aujourd'hui encore, il

Initiatives ministérielles

ressort de cinq études distinctes réalisées depuis 1940 que la taxe sur les ventes des fabricants est une mauvaise taxe, qu'elle nuit à notre économie et qu'elle place les fabricants canadiens dans une situation désavantageuse par rapport à leurs concurrents à l'échelle internationale. Nous estimons, par conséquent, qu'il est important d'appliquer la nouvelle taxe.

Les gouvernements provinciaux ne sont pas aux prises avec les mêmes difficultés que nous. Les difficultés que posent leurs taxes n'ont pas l'ampleur des nôtres au fédéral. C'est pour cette raison que nous devons, selon moi, mettre de l'avant notre projet de TPS. Nous cherchons à le faire de façon à pouvoir régler avec le plus d'efficacité possible les difficultés que le député a mentionnées.

M. Boudria: Monsieur le Président, l'automne dernier, le ministère des Finances a payé environ un million de dollars pour faire paraître des annonces d'une ou deux pages dans des journaux canadiens. Dans ces annonces, on conseillait aux Canadiens de garder l'avis au sujet de la taxe de 9 p. 100 sur les produits et services que le ministre proposait à l'époque.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre aujourd'hui que pas un sou, pas un dollar ne sera dépensé en publicité pour le projet de loi C-62? Peut-il prendre cet engagement envers les Canadiens maintenant?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je répondrai au député que nous nous proposons de faire une vaste campagne d'information en publiant des brochures et d'autres documents que les Canadiens pourront lire pour comprendre la TPS. On enverra une brochure à toutes les petites entreprises au Canada le mois prochain. Nous publierons des dépliants à l'intention des commerçants en détail, des personnes âgées et des gens à faible revenu pour leur permettre de comprendre la taxe et son incidence sur eux.

• (1740)

Je rappelle au député la conclusion que le Comité des finances a tirée après son voyage en Nouvelle-Zélande pendant la dernière législature. Les membres du comité étaient d'avis qu'il était très important que le gouvernement informe les Canadiens pour qu'ils comprennent la taxe en général et, par conséquent, qu'ils tirent leurs conclusions sur les répercussions qu'elle pourrait avoir sur eux, mais aussi pour qu'ils comprennent qu'elle comporte des avantages.

Vu l'opposition qu'elle suscite à la Chambre et chez d'autres Canadiens, les gens doivent penser que le gouvernement a de bonnes raisons pour mettre ce projet de